



Rapport d'évaluation multisectorielle faite dans le territoire de Mahagi par Trocaire, APEC et Caritas Mahagi.

< ITURI - MAHAGI –ANG'UZA_PAJEN_ MAHAGI UMOYO_ MAHAGI RUVINGA>

< JUPUKELO-JUPUTYENO-JUPAMUKAMA >< ANGUMU>
 < NDRELE-JUPUKELO 2-KANGA-WALLA>< LOGO>

Date de l'évaluation : 05/08/2019 au 07/08/2019

Date du rapport : 15/08/2019

Pour plus d'information, Contactez :

Dieudonne WANICAN, Charge de programme chez Caritas Mahagi

Tel: 081 9604513, didowanican@yahoo.fr

Euclide BALUME, Chargé de Programme Humanitaire chez Trocaire

Tel. +243816418080, Euclide.balume@trocaire.org

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	• Conflit • Mouvements de population • Epidémie • Crise nutritionnelle	• Catastrophe naturelle • Crises électorales • Autre
-----------------------------	---	--

Date du début de la crise :	Avril 2019	Date de confirmation de l'alerte :	2996, 2995,2965
Code EH-tools	2996, 2995, 2965		
Si conflit :			
Description du conflit	Le territoire s'étend sur longitude de 31°6' Est et entre 1°54'et 2°54' de latitude Nord et entre 30°6' et 31°18' de longitude Est. Il sied de noter ici qu'il partage une frontière fluide avec l'Ouganda sur le lac Albert. De ses coordonnées géographiques, généralement, elles sont de 2°c de latitude Nord et trente à (30 à ± 33°) de longitude Est. De son attitude, elle est de 500 m au bord du lac. Au chef-lieu du Territoire, elle atteint 1.715 m avec un point culminant s'élevant à 1900 m¹. Depuis février 2018 à ces jours, la chefferie de Mukambo accueille des milliers des personnes déplacées internes. Depuis septembre 2019, des nouvelles vagues des ménages déplacés se sont ajoutés aux ménages déjà existants. Depuis début mai 2019, suite aux nouvelles attaques dans la même chefferie, notamment dans les groupements de Musongwa, Muswa et Are en chefferie des Mokambo, près de 218. 327 personnes se sont déplacées à l'intérieur de la même et d'autres vers d'autres chefferies dont les plus proches sont les chefferies de Wagungu et des Ang 'al. (Sources : rapport d'identification des PDI de la Caritas Mahagi, juin 2019). Ces IDPs sont venues majoritairement des groupements de Musongwa, Muswa et Are de localités ou après attaque les positions de FARDC et PNC les assaillants ont brulé, pillés et tué les personnes humaines.		

¹ CAID, territoire de Mahagi

Suite à ces attaques des hommes armés non autrement identifiés, la population a été contrainte à se déplacer vers les villages sécurisés.

Lors de ces attaques, plusieurs maisons ont été incendiées, des personnes tuées, les biens ménagers, des pêches, les produits d'élevage, maison de commerce ont été pillés et les infrastructures de base détruites (centres de santé, etc).

Les personnes déplacées sont dépourvues de leurs moyens d'existence. Elles présentent pour la plupart de cas de vulnérabilités multisectorielles notamment sécurité alimentaire, NFI, Abris, AME, Wash, Santé/Nutrition, Education et protection.

Les réponses sont apportées dans quelques secteurs, notamment en sécurité alimentaire, AME, Wash, éducation et protection par quelques ONG dont PAM, MSF, Solidarité, NRC dans la chefferie des Mokambo.

On note également que les PDI se trouvant dans la chefferie des Wagongo (groupement Ang'enza-Pajen), en zone de santé d'Angumu et les PDI se trouvant dans la zone de santé de Logo (groupement Umoyo et une partie du groupement Ruvinga) où cette évaluation a eu lieu n'ont jusqu'en présent reçu aucune assistance humanitaire.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise	Réfugiés/rapatrés	%
Jup'uthyeno	6000	4250	0	0	71
Jupamukama	5800	4500	0	0	78

Jupukelo	10800	9055	0	0	84
Ndrele	11733	1400	0	0	40
Walla	12542	9000	0	0	72
Kanga	10518	6545	0	0	82
Jupukelo 2	7200	5700	0	0	79
	53842	40450	0	0	

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années

Date	Effectifs	Provenance	Cause
Avril 18- juin 2019	17.805	Musongwa, Muswa, Are, Muganga, Territoire de Djugu: Kpandroma, Rethy, Aboro, Buba, Jiba	Conflit, attaques

Indiquer la référence de la source d'information démographique, la période et le responsable (organisation/structure) de collecte de ces données.

<i>Dégradations subies dans la zone de départ/retour</i>	Incendie de 2313 maisons d'habitation, tueries des personnes (137 cas) et pillage des biens.		
<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	En km : 40 En temps parcouru : 5 heures		
<i>Lieu d'hébergement</i>	• Communautés d'accueil • Sites spontanés • Centres collectifs	• Camps formels • Autres, préciser	
<i>Possibilité de retour ou nouveau déplacement</i>	(Maximum 20 mots) Au regard de situation sécuritaire actuelle, aucune possibilité de retour n'est envisagée par les populations déplacées pour le moment.		

(période et conditions)				
Si épidémie				
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Zone de santé Angumu.	0	0	0	0
Perspectives d'évolution de l'épidémie	Les interventions EHA mis en place par MSF, Solidarité international, NRC mis en œuvre dans les aires de santé de Gengere, Ugudo Zii.Apala Etat, Pamothi, Agbo 1 et 2, Ndaro et Undila ont significativement permis de réduire le nombre des personnes souffrant des maladies d'origines hydriques. Des informations recueillies auprès des acteurs de la santé nous renseignent qu'aucun nouveau cas de d'épidémie n'a été déclaré durant la période de l'évaluation. Toutefois, d'après le MCZ d'Angumu ces interventions ne touchent que 8 aires de santé sur les 22 que compte cette zone de santé. Des interventions similaires devraient être réalisées dans toutes les structures sanitaires de la zone de santé d'Angumu, a-t-il souhaité, pour éviter les risques d'apparition des épidémies qui seraient liées à la promiscuité et les conditions hygiéniques non observées.			

1.2 Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Février-Mars	Prévention de choléra	Zone de santé d'Angumu	MSF	Toute la population
Février-Mars	Transfert de Cash Inconditionnel	6 groupements de la Chefferie de Mukambu (Muswa, Jupunyango, Apala, Abia, Labu-Ramogi et Awasi)	Solidarités International	5479 ménages déplacés et Familles d'accueils
Février-Mars	Eau hygiène et assainissement Aménagement de 18 sources, 160 douches et latrines en familles d'accueils, 4 postes de latrines aux centres de santé et 18 postes de latrines dans 6 écoles (EP Aicha, Poga,	Aire de santé Chawa, Gudo-Zii, Lanyi, Gengere et Ndaro	PPSSP	Toute la population

	Ulobo, Achikira et Mbuya)			
Mai-juin-juillet 2019	Santé et Wash (mise en place de 8 sites de soins, construction des latrines et douches d'urgence).	Ramogi, Ndaro, Gengere, agbo 1 et 2, Pamothe, awassi, Undila	MSF	Lieux de regroupement
JUIN-JUILLET 2019	Distribution AME	Gengere, Awassi, Ramogi,	MSF	2500 ménages
Juin – juillet 2019	Sécurité alimentaire et NFI	Apala, Djupunyangu et Abia	CARITAS MAHAGI	1215 ménages
Juillet- août	Wash (aménagement des points d'eau : 02, construction des latrines, douches)	Djupunyangu, Apala, Abia et awassi	Solidarité internationale	Nombre de bénéficiaires non connus.
Août 2019	AME (organisation de foire) en cours de préparation	Djupunyangu	Solidarité internationale	Nombre de bénéficiaires non connus
Août 2019	AME organisation de foire) en	Apala et Abia	NRC	Nombre de bénéficiaires non connus

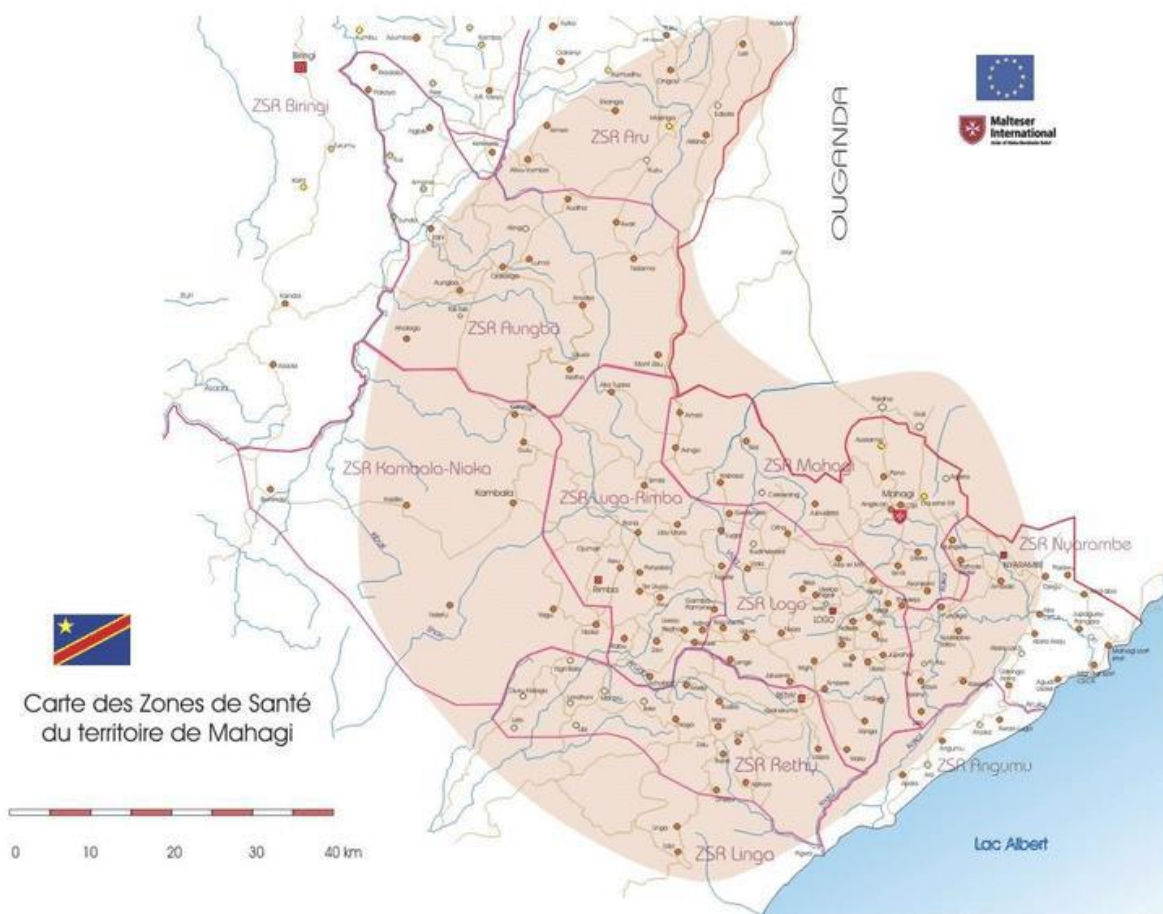
	cours de préparation			
<i>Sources d'information</i>		Informateurs clés : autorités locales, autorités politico administratives, la société civile. Chef de groupement Ang'uzza : 0815662774 MCZ d'Angumu : 0813543168, Directeur E.P UTWIKENDE : 0821726624 Abbé Innocent : 0816462666		

N.B : Analysant les informations sur les types bénéficiaires inscrit dans le tableau ci haut, il ressort que les interventions passées et en cours de préparation sont plus focalisée sur les déplacés internes dans la Chefferie de Mukambo alors que dans la chefferie voisine de Wagongo et Djukoth qui reçoivent aussi les déplacées internes et subissent également la charge d'accueil, aucun acteur n'est positionné. Cette situation pourrait créer de frustration et tension inter communautaire dans cette zone.

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	<i>Echantillonnage</i> Les évaluations ont porté sur un échantillon aléatoire de 200 ménages déplacés dans les localités Jupukelo, Jup'tyeno et Jupamakama, dans le groupement Ang'uzza-Pajen, chefferie des Wagungu et Ndrele, Jupukelo, Walla dans la zone de santé de Logo, chefferie des Djukoth. Cinq structures sanitaires ont été visitées, notamment le CS ANZIKA, HGR Angumu, BCZ Angumu, BCZ Logo et CS Walla.
---------------------------------	---

	Deux ONG contactées : Solidarité international et MSF Des entretiens individuels ont été mené avec les autorités locales des dites entités en plus d'enquêtes ménages suivant le formulaire ERM en annexe. - Volet wash et AME : Bureaux (sous base Angumu) MSF et solidarité international, - Sante, wash et AME : bureau MSF (sous base Angumu) et solidarité international - Santé et nutrition : bureaux BCZ, HGR ANGUMU ET CS ANZIKA et WALLA FGDS : 3 GGDS mixtes dans les 3 localités ciblées.
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
	



Techniques de collecte utilisées

Cette phase de diagnostic multisectoriel s'est limitée aux villages ayant accueilli la nouvelle vague des IDPS afin de récolter des premières informations sur les récents mouvements des populations observés après la crise et conflits observés durant la période de Juin dans le territoire de Djugu dans son ensemble et sur les poches de vulnérabilités qui y résultent sur les populations ayant fui les exactions.

La méthodologie utilisée a porté sur :

- L'élaboration d'un plan de travail notamment les termes de référence du diagnostic ;

- La préparation administrative et logistique pour le départ sur le terrain ;
- La prise de contact avec les autorités politiques, administratives, les personnes ressources dans les zones d'accueil des déplacés.
- L'administration de six questionnaires auprès des populations pour permettre de récolter un certain nombre de données qualitatives concernant la situation en EHA, protection, éducation et en sécurité alimentaire. Pour chaque zone de santé, ces six questionnaires ont été administrés sous forme de focus group, de questionnaires individuels et d'observations plus libres des enquêteurs.

Les six questionnaires administrés par ces trois équipes ont été :

- Un questionnaire informateurs clés à savoir les chefs de villages, représentants des confessions religieuses, la société civile
- Un groupe de discussion mixte a été tenu avec les représentants des déplacés,
- Un diagnostic rapide EHA/Nutrition/Santé dans les centres de santé
- Un groupe de discussion sécurité alimentaire et moyens d'existence
- 2 questionnaires pour une analyse plus détaillée des marchés (1 questionnaire commerçants et 1 suivi des marchés).

Pour collecter les données secondaires, des échanges ont **été effectués** avec les autorités locales des villages concernés (chef de groupement et des villages), BCZ, HGR Angumu, CS Anzika, CS Walla, représentants des déplacées.

En outre, trois groupes de discussion mixte ont été organisés avec le groupes de déplacés dans les localités de Ndrele, Jupukelo et Juputyeno.

Plusieurs groupes de discussion ont été tenus :

1. Pour collecter les données générales : Réunion générale avec l'ensemble des acteurs clés de la zone dont les autorités administratives/ coutumières, les intervenants de la zone, la société civile, les représentants des communautés hôtes et des déplacés.

2. Pour collecte des données sectorielles :

- SANTE et NUTRITION : Rencontre avec le responsable de BCZ, IT CS Anzika, CS Walla, DN HGR Angumu, RT MSF.
- WASH : RT Solidarité international, TR wash, BCZ
- SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE : comité des PDI, Autorités locales , services de l'Agripel,4 Réunions dont 1 par secteur avec les informateurs clés en Eau, hygiène et assainissement (Chefs des localités, Infirmiers titulaires, RECO, COSA), en Education (Directeur d'Ecole, Comité des parents, Parents d'élèves), en Sécurité Alimentaire (Agriculteurs, Eleveurs, Pêcheurs, Associations, Groupements agricoles, Chefs des camps de pêche), en Moyen d'Existence (Président FEC, Commerçants, groupes des déplacés et d'autochtones)
- Enquête ménage : interview structurée à base de questionnaire RRMP MSA 2- enquête ménage v8.2 et visite ménage.

Biais de l'étude

	Cette phase de diagnostic multisectoriel s'est limitée aux villages ayant accueilli le plus des déplacés tels que repris dans la liste des alertes. Ainsi, les observations et conclusions de cette évaluation doivent être relativisées compte-tenu de la durée et de la restriction géographique de l'étude. Ainsi, des conclusions ont pu être tirées concernant la situation de ces localités grâce au recoupement des données fournies par les informateurs-clés de la commune. De plus, le fait que l'enquête se soit limitée aux chefs-lieux de communes et aux populations sédentaires, il est possible que les problèmes liés à l'élevage et au nomadisme ne ressortent pas suffisamment dans le rapport. Ces conclusions restent donc à approfondir lors d'enquêtes plus poussées et détaillées pour chacune des communes, du chef-lieu jusqu'aux villages secondaires.
Composition de l'équipe	Caritas Mahagi : 1. Dieudonne WANICAN : 0819604513 2. Sœur Rose Mystique : 0810635202 3. Athanase ADUBANG'O : 0819406767 4. Jean-Paul LONDJIRINGA : 0810229873 Trocaire Bunia 1. Euclide BALUME : +243 816418080 2. James KABAGAMBE : +243 828248383 3. Adolphe Tumaini : +243 813769685 4. Yvonne Lombusi : +243 826954484 APEC-Bunia Yvon : +243 814893420

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Sécurité alimentaire et moyens de subsistance. Dans le cadre des plans de sécurité alimentaire l'analyse pour l'ensemble des trois aires de santé est la suivante. Dans l'historique des villages visités, il ressort que cette partie du territoire de Mahagi présente plusieurs potentialités à savoir : - Zone à vocation agropastorale avec de grands espaces cultivables, la pêche et le petit commerce suivant le profil d'existence représentant les proportions ci-après : Agriculture (70%), Pêche (35%), Elevage (25%), Petit commerce (30%). - Il y a cependant des contraintes non moins importantes liées notamment à la forte pression des déplacés en provenance des	- Le présent rapport d'évaluation a permis de confirmer un certain nombre d'éléments car certaines problématiques très structurelles telles que le problème d'accès physique restent les mêmes. C'est ainsi qu'en guise de priorisation des besoins SECAL, l'équipe d'évolution propose : A court terme - Assistance alimentaire d'urgence en vivres pour les ménages déplacés avec un SCA pauvre. Cibler prioritairement les familles déplacées vivants dans les localités Ang'uzza-Pajen, zone de santé d'Angumu, localités Jupukelo, Kanga, Walla, Pakenge, Zone de santé de Logo. - Distribution des intrants agricoles (en particulier semences à cycle court et outils aratoires). - Appuyer les ménages déplacés dans la mise en œuvre des AGR (petits commerces). A moyen terme	- Les Familles d'accueil - Les ménages déplacés, - Les Familles d'accueil - Les ménages déplacés, - Les Familles d'accueil et IDPs - Les Familles d'accueil

zones de conflits récent parmi lesquels il s'observe : - Manque de moyens financiers pour l'achat des biens et services - Sous-alimentation et malnutrition de la population dans les zones d'évaluation - L'inexistence de stocks de vivres dans la plupart des ménages - La réduction de consommation alimentaire et la dégradation de leurs moyens d'existence du fait de la mise en place de stratégies d'adaptation irréversibles - Manque de matériels agricoles - Manque de semences de qualité Appauvrissement des sols. <u>Résultat de l'évaluation :</u> - SCA :	- Appuyer les ménages déplacés pêcheurs en intrants de pêche. - Pour les communautés hôtes : - Sensibilisation à la protection des périmètres de culture contre les inondations et l'érosion des sols - Support au développement de l'agriculture pour faciliter l'accès aux vivres en période de soudure.	
--	---	--

Pauvre : 60 % soit 60ménages Limite : 31 % soit 31menages Acceptable : 9% soit ménages		
NFI : Le déplacement a été brusque. Les AME ont été abandonnés (récepteur de stockage d'eau, cooking set literies,). <u>Résultat de l'évaluation</u> Score card NFI est de l'ordre de 4,7.	- Assister les personnes déplacées en articles ménagers essentiels à travers la distribution directe.	Les ménages déplacés et Familles d'accueil les plus vulnérables
Abri -Espace insuffisante dans la plupart des familles d'accueil. -Manque des moyens financiers pour la location des maisons pour les IDPs qui par moment passe nuit à la belle étoile. -Abris de fortune dans les sites des déplacés fortement délabrés Résultat d'évaluation : 2313 cases détruit dans la zone du Lac	- Distribuer les kits d'abris en urgence, - Construire des abris d'urgence pour les familles les plus vulnérables, - Organiser une foire avec des articles abris.	Les ménages déplacés Familles d'accueil les plus vulnérables.

EHA - Difficulté d'accès à l'eau potable. - Sur 12 sources visitées, seule deux sont aménagées fonctionnelles. - Seulement 17% de la population rencontrée a accès à une latrine hygiénique. - Prévalence de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans pendant la période de visite est de 49,9%².	- Formation du personnel aux méthodes de traitement de l'eau, à la gestion des déchets bio médicaux et aux principes d'hygiène en milieu médical, - Construction des latrines dans les sites des déplacés - Installation de système de lavage des mains à la sortie des latrines - Aménager des points d'eau dans les sites de déplacés	Les ménages déplacés et Familles d'accueil les plus vulnérables
Santé ✓ Une forte prévalence du paludisme et de l'IRA dans les structures de santé en place ✓ Accès payant aux soins pour toutes les catégories de population ne favorisant pas l'accès aux ménages sans revenu	- Appuyer les structures sanitaires avec les médicaments traceurs pour assurer la disponibilité des produits - Dépistage et prise en charge des enfants malnutris sévères de moins de 5 ans au sein de la communauté - Mettre en place une réponse intégrée contre le palu et les IRA. - Mettre en place une clinique mobile en vue de prendre	Les ménages déplacés et Familles d'accueil les plus vulnérables Les enfants MAS et MAS

²Sources : DHIS2, Rapports HGR Angumu, revue documentaire dans quelques structures sanitaires)

✓ Pénurie de prise en charge nutritionnelle dans les CS ✓ Malnutrition aiguë modérée la première semaine d'Août 2019 est de 26,6% ✓ La Malnutrition aiguë Sévère la première semaine d'Août 2019 est 5.4% ✓ Mortalité des enfants pour la première semaine d'Août 2019 : 21/10.000 hab. ✓ Ratio des infrastructures : 13.6 (3 structures sur 22 plus ou moins en bon état	médicalement (soins curatifs et préventifs) en charge la population déplacée	
Education : -Manque de moyens financiers pour la scolarisation des enfants déplacés -Manque des fournitures scolaires par les enfants déplacés qui étudient,	- Renforcer la sensibilisation des parents sur l'envoie de leurs enfants à l'école et surtout les filles - Prendre en charge la scolarité des enfants déplacés qui ont intégrés les écoles en Chefferie de Mokambo, Djukoth et Wagongo, leur distribuer les kits scolaires ;	Les parents des enfants déplacés, les enfants déplacés déscolarisés et les structures scolaires qui ont accueillies les enfants déplacés.

-Manque de matériels didactiques et récréatifs -Inexistences des pupitres dans certaines écoles -48.4 % des filles et 51.6 % des garçons non scolarisé dans les 3 aires de santé évaluées.	- Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire.	
Protection : - Inexistence des mécanismes de monitoring des incidents de protection, - Près de 340 cas des violations des droits de l'homme identifiés mais pas documentés suite au manque des ressources sur places.	- Mise en place et formation des points focaux - Former à l'utilisation des kits PEP et doter le personnel des structures sanitaires - Mettre en place des structures communautaires de Gestion des cas des incidents de violation des droits de l'homme.	Toute la population
<i>Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique.</i>		

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	L'exclusion d'une partie de la population peut conduire à des tensions intercommunautaires entre déplacés et familles d'accueil. A titre d'exemple si l'assistance est apportée aux personnes déplacées en excluant les familles d'accueil pendant que celles – ci subissent une pression peut conduire à des tensions. Une assistance aux déplacés et aux familles d'accueil permettraient d'éviter les conflits entre ces communautés.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	La chefferie des Wagongo et Djukoth ont accueilli les déplacés des ethnies Hema, Lendu et Alur, Ukebu du territoire de Djugu et celle de la chefferie des Mokambo qui cohabitent sans problèmes. Toute assistance doit respecter les principes de neutralité et d'impartialité pour atténuer les risques de conflit.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	La zone se trouve sur le littoral du Lac Albert frontalier avec l'Uganda. Les activités économiques sont plus orientées vers l'Uganda voisin et les centres commerciaux de Nyalebe, Ndrele, Djegu en territoire de Mahagi. Les vivres et autres produits manufacturés sont donc disponibles sur les marchés et une assistance dans la zone ne pourra pas altérer l'équilibre commercial. <u>Les mesures de mitigation à envisager</u> Effectuer une étude de marché approfondi pour éviter d'inflation sur les marchés locaux qui du reste déjà déséquilibré par le choc observé dans le territoire voisin de Djugu.

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	Les localités évaluées sont accessibles à partir de Mahagi – Commune en passant par Djegu pour les camions et les Jeep 4x4. Il faut signaler que la route n'est pas en bon état. Il faut 5 heures de temps pour parcourir 40km. La zone est accessible également par Avion de Bunia – Mahagi/Commune.
---------------------	---

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	- Présence des FARDC – Forces navales dans 25 camps de pêche sous le commandement basé à Mahagi Port ; - Présence des FARDC – Forces terrestres à Ramogi et Dalla/Musongwa, Ndrele, Rethy - Présence de la PNC basée à RAMOGI et position à Awasi, Apala, Zii, Biti, Ter ali , Dalla,
Communication téléphonique	Les réseaux de télécommunication Airtel et Vodacom couvrent la quasi-totalité de la zone évaluée. La couverture réseau est très partielle à Mokambo, Airtel est moins disponible.
Stations de radio	La population de la zone écoute la Radio Communautaire la Colombe de Mahagi, la RTK (Radio Tangazeni Kristo) de Rethy, la Radio Tam -Tam de Kpandroma et plusieurs radio FM émettant de l'Ouganda.

6. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1. Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

- Oui
- **Non**

Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Extorsion des biens	Angumu	Assaillants	23	RAS

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté

A nos jours les personnes enquêtées affirment qu'il n'y a pas de tensions intercommunautaires dans la zone évaluée. Les relations sont bonnes entre les autochtones et les PDI.

Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.

- Oui, si oui, précisez _____
- **Non**

Impact de l'insécurité sur l'accès aux

Il s'observe un manque des médicaments dans la plupart des structures sanitaires, des écoles sont occupées par des IDPs. Accès limités aux suite au manque des moyens financiers. Les bancs et

services de base	autres matériels didactiques pillés, cassés et ou emportés par les assaillants pour utilisation comme bois de chauffe. Aucun impact de l'insécurité enregistré jusqu'en présent.
Présence des engins explosifs	Aucune présence d'engins explosifs improvisés rapportés dans la zone visitée.
Perception des humanitaires dans la zone	La présence des acteurs humanitaires dans la zone est aperçue comme une réponse aux besoins des communautés tant pour les PDI que pour les communautés qui vivent déjà difficilement. Bref, ils sont bien perçus bien que les efforts doivent être fournis dans le cadre du ciblage des bénéficiaires. Il faudra s'assurer que l'aspect ethnique est pris en compte lors de toute intervention.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
EHA et santé /Nutrition, NFI	NRC, Solidarités Internationales, MSF	Chefferie Wagungu, Chefferie des Djukoth et Walendu Pitsi	12.808, PDI	Aucune assistance n'a été apportée dans la zone évaluée.

Gaps et recommandations

Gap :

- Absence de structure de protection d'enfants et de référencement de cas d'abus et violation de droits humains.

Recommandation :

- Renforcement des capacités locales en résolution des conflits ;
- Sensibilisations des communautés sur les droits de l'homme et celui des enfants en particulier.

- Assurer le référencement des cas de protection auprès des services compétents.
- Mise en place des structures communautaires

6.2. Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui • Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.	
Classification de la zone selon le IPC	• 1 • 2 • 3	• 4 • 5
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Si en moyenne avant leur déplacement les adultes et enfants prenaient 3 repas par jour ; depuis leur déplacement les adultes mangent en moyenne moins de 2 fois par jour et les enfants 2 fois. Les données collectées renseignent 1 repas par jour pour 89%et deux (2) repas pour 11 % des ménages interrogés.	
Production agricole, élevage et pêche Indiquer l'impact de la crise sur la production agricole et le type des cultures disponibles	L'agriculture occupe une place de choix dans les activités économiques dans le territoire de Mahagi, bien que, très souvent placée au second rang par rapport au petit commerce. Cependant, à cause des aléas climatiques, la production locale ne parvient plus à satisfaire les besoins et devient de plus en plus délaissée. Par exemple, lors d'un focus group homme à Jupukelo, le chef du village a déclaré : « Autrefois il n'y avait pas de ménage dans ce village qui ne cultivaient pas au moins 2 hectares de mil, 1 hectare de haricot, 1 hectare d'arachide et les récoltes étaient très bonnes. Mais aujourd'hui rares sont les ménages qui dépassent les 1,5 hectares en tout et pour tout par faute des aléas climatiques qui ont semé le doute dans la tête.	

(50 mots maximum)	
Situation des vivres dans les marchés Indiquer la situation denrées alimentaires dans le marché : variations quant à la disponibilité et les prix (50 mots maximum)	Il existe trois grands marchés à Ndrele, Mahagi et Djegu. Les habitants des villages des alentours s'y rendent pour s'approvisionner en vivres et autres produits de première nécessité. Durant la période sèche qui a perduré plus de trois mois depuis le dernier trimestre, certaines denrées comme les cossettes de manioc, les haricots, le maïs et légumes verts se sont avérées rares sur les marchés locaux. Le prix de certains produits vivriers et manufacturés qui d'habitude grimpent pendant cette période ont doublé à cause de(s) : - Mauvaises récoltes conséquentes aux perturbations climatiques, - La pression exercée par l'arrivée massive des personnes déplacées ; L'insécurité persistante empêchant l'accès aux zones d'approvisionnement des populations.
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Pour les stratégies d'adaptation des ménages 68 % dépendent de la communauté d'accueil, de l'emprunt et ont réduit le nombre de repas, 9 % vivent de la mendicité, seulement 23 % vivent de leur travail. L'accès à la nourriture est le second des 3 besoins prioritaires des communautés.

Réponses données

Répons es	Organisatio ns impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentair es
--------------	---------------------------------	---------------------	-----------------------------------	------------------

donnée s				
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Gaps et recommandations Indiquer les gaps existants au niveau de la réponse et les recommandations (50 mots maximum)	GAPS : Manque de Vivres : - Les IDP mangent difficilement une fois par Jour. - Les enfants déplacés sont sous alimentés et par conséquent somnolent en classe, - Les IDPs n'accèdent pas aux protéines d'origine animales ; - Les risques de malnutrition sont perceptibles dans la zone évaluée ; - Pas d'intrants agricoles (surtout des semences) pour les familles d'accueil et IDPs surtout ceux à vocation agricole.			
	Recommandations : - Organiser des distributions directes des vivres d'urgences pour les personnes déplacées ; - Distribuer des semences et intrants agricoles pour les familles d'accueil de la zone ; - Coupler des distributions de vivres par cycle 1 à 3 aux intrants agricoles en faveur des déplacés et Familles d'accueil.			

Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui • Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Impact de la crise sur l'abris	L'accès à l'abri est problématique pour les ménages déplacés qui vivent sur cet axe. En moyenne, les familles hôtes ont accueillies 2 à 3 ménages déplacés (source : les entretiens et les observations). Une certaine

	promiscuité est observée dans les familles d'accueil. La quasi-totalité des déplacés habite en familles d'accueil.	
Type de logement	• Partage d'une Maison sans frais • Partage d'une Maison avec frais (travail) • Maison propre • Maison louée • Maison empruntée gratuitement • Maison occupée avec l'autorisation de quelqu'un • Abris (de fortune ou amélioré) près du village / Ville/ cité • Abris (de fortune ou amélioré) isolé	• Abris (de fortune ou en matériaux locaux) construit sur la parcelle d'une famille d'accueil contre paiement ou services rendus (travail) • Abris (de fortune ou en matériaux locaux) construit sur la parcelle d'une famille d'accueil gratuitement • Site spontané • Centre collectif (école, église, etc.) • Camp de réfugiés • Pas d'information • Autre Si logement en location, indiquer le prix estimatif.
Accès aux articles ménagers essentiels	Les déplacements ayant été brusqués, les ménages déplacés n'ont pas pu apporter avec eux leurs biens ménagers de premières nécessités. De ce fait, ils éprouvent d'énormes difficultés d'accès à ces derniers car ne disposant pas de ressources pour s'en procurer.	
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les ménages déplacés qui sont en familles d'accueil partagent les mêmes articles avec ces derniers.	

Situation des AME dans les marchés	Les articles ménagers essentiels sont disponibles sur le marché de Ndrele, Mahagi et Djegu et Kpandroma. Quelques familles autochtones et commerçantes s'y approvisionnent en Articles Ménagers Essentiels.
Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance en AME reste indispensable pour les ménages déplacés ainsi que les familles d'accueils plus vulnérables. Cette assistance est faisable. Elle ne poserait aucun problème si toutes les parties prenantes sont impliquées dans la mise en œuvre du processus de réponse.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Néant	Chefferie Wagungu	12.808, PDI	Aucune assistance n'a été apportée dans cette zone.

Gaps et recommandations

GAPS :

Le score global en AME de 4.7 issu de l'évaluation supérieur au seuil RRM confirme l'insuffisance des AME dans les ménages des déplacés et familles d'accueil. En effet, les multiples déplacements de la population dans la zone, des incursions accompagnées de pillages des biens par les groupes armés ont eu un impact sur les conditions socio-économiques de la population. Il s'observe ainsi :

- Un Faible accès au logement surtout pour la population déplacée
- Une Insuffisance des AME tant chez les communautés hôtes que chez les IDPS.

Recommandation :

- Faciliter aux IDPs l'accès à l'abri au travers de la distribution des abris

- d'urgences.
- Organiser une assistance en AME en faveurs des ménages vulnérables;

a. Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui • Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Moyens de subsistance Indiquer l'impact de la crise sur les moyens de subsistance : types des activités productives affectées par la crise et pourquoi (50 mots maximum)	Activités économiques et sources de revenus : Habituellement l'agriculture vivrière, l'élevage, la pêche, le commerce et l'entraide mutuelle par des membres des familles et amis sont les sources de revenu principales des populations selon les informateurs clés des communes enquêtées. Lors des focus groups, il a été révélé qu'un ménage peut mener trois (3) activités différentes pour dégager son revenu. En effet les différentes activités principales varient d'un village à un autre. Cependant, une certaine hétérogénéité existe parmi les populations puisqu'il est possible de recenser des ménages agriculteurs, des ménages commerçants et les ménages des pêcheurs. Il y'a lieu de noter que les effets de la crise ont affecté la quasi-totalité des moyens d'existence avec plus d'effets sur la communauté de pêcheurs surtout dans la chefferie de Mukambo.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les	La survie de la majorité des populations déplacées dépendait des activités des pêches qu'ils effectuaient sur lac Albert dans leurs zones de provenance. Pour le moment, les populations déplacées n'ont pas accès aux moyens de substances, la majorité dépend totalement de familles

populations affectées

hôtes. Une minorité d'entre eux vit du travail journalier moins rémunéré soit une somme de 2000 shillings ougandais équivalent à 1000 francs congolais notamment pour des travaux de sarclage d'une superficie d'environ 10 mètres carré soit 1 piquet.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

Gaps et recommandations

Gaps :

- Perte de moyens de subsistances par les populations déplacées pendant la crise ;
- L'insécurité dans les zones de provenance et la restriction de pêche sont à la base du manque de revenu pour accéder aux marchés,
- Insuffisance d'activités génératrices de revenu pour les déplacés,

Recommandation :

- Effectuer une évaluation approfondie des besoins dans la zone de déplacement en vivre et non vivre dans la zone.

b. Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés

Indiquer les résultats de l'évaluation de marchés : suffisance

Bien qu'aucune analyse du marché n'ait été faite, toutefois lors des focus groups organisés, il est ressorti que les produits agricoles existent sur le marché de Ndrele, Mahagi et Nyalebe. Des produits agricoles comme les

des stocks et prix (50 mots maximum)	haricots, de maïs, cossettes de manioc et poissons sont visibles sur les marchés. Les commerçants opérants dans les centres commerciaux de la zone dont Ndrele, Djegu, Nyalebe peuvent absorber des grosses demandes de cash s'ils sont sollicités comme parties prenantes dans la livraison de l'aide aux personnes en besoins.
Existence d'un opérateur pour les transferts Indiquer l'existence d'un opérateur en capacité de faire les transferts monétaires (50 mots maximum)	Pas d'institution de Micro finance (IMF) sur la zone évaluée. Cependant à Mahagi commune il existe des institutions bancaires (Raw Bank et FBN BANK). Pour une activité de type cash assistance, la proximité de Mahagi centre offre une opportunité de faisabilité de transfert monétaire dans cette zone.

c. Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui • Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Risque épidémiologique	Le taux de maladies d'origines hydriques est très important dans la zone évaluée. Cette problématique est plus accentuée dans les contrées où il n'y a pas d'ouvrages d'eau aménagés. Cette situation oblige les populations à boire l'eau des rivières et ou des sources non aménagées.
Accès à l'eau après la crise Indiquer l'accès à l'eau pour les populations affectées (50 mots maximum)	Il existe 3 sources aménagées et fonctionnelles dans la localité Ang'uzza Pajen contre 12 sources non aménagées, 10 sources aménagées contre 19 sources non aménagées dans la localité Walla. De nos observations sur terrain, les points d'eau

	aménagés ne sont pas protégés sur l'ensemble de la zone. Il existe d'autres points d'urgence non aménagés mais aménageables sur l'axe. L'arrivée des personnes déplacées exerce déjà une pression sur les ouvrages d'eau existants. Ce qui génère des disputes pendant le puisage et une longue queue est observée. Suite à l'insuffisance de l'eau, des longues files d'attentes s'observent pendant les heures de pointe.			
Type d'assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : 40	Défécation à l'air libre : • Oui • Non		
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	• Oui • Non			
Pratiques d'hygiène	Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains : 15 Type de produit utilisé : Savon			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Gaps et recommandations	GAPs : - Faible couverture en latrines hygiéniques et douches notamment dans les lieux publics (écoles, familles pléthoriques qui ont accueillis des IDP) ; - Manque de récipients de stockage d'eau ; - Inexistence des dispositifs de lavage des mains dans			
Indiquer les gaps existants au niveau de la réponse et les				

recommandations (50 mots maximum)

- les ménages abritant les IDPS
- Problème de qualité d'eau de boisson ;

Recommandations

- Construire/réhabiliter des points d'eau situés en faveurs des communautés hôtes et déplacées ;
- Aménager des douches et latrines familiales d'urgence dans les sites des déplacés pour éviter les risques de contamination lié à la défécation à l'air libre.
- Aménager les fosses à ordures dans les sites et faciliter le creusage dans la communauté d'accueil.

d. Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

- **Oui**
- Non

Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.

Risque épidémiologique

Indiquer toute vulnérabilité pouvant impliquer un risque épidémiologique : zone endémique d'une maladie hydrique, promiscuité.

Impact de la crise sur les services

- Centres de santé, occupés ou pillés zone de départ, combien __01__

Centres de santé détruits, occupés ou pillés zone d'arrivée, combien __00__

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Indicateurs collectés au niveau des structures	CS Awassi	CS ANZIK A	CS Walla	Moyenne
Taux d'utilisation des services curatifs	43,6	44	32	98
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	80%	10,4	60,1	31
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	23%	32	40,9	46
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	9%	4	7	6
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	25%	45	30	55
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	3%	5	2	6

Services de santé dans la zone

Compléter le tableau ci-dessous :

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
Anzika	Cs		07	60(il s'agit des anti-palu.)	00	02

Walla	Cs	06	05	45(il s'agit des anti-palu.)	00	02
Kanga	Cs	10	06	50(il s'agit des anti-palu.)	00	03

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
00	00	00	00	Aucune intervention

Gaps et recommandations

L'appui aux structures sanitaires organisées par MSF ne couvre pas toutes les aires de santé

Malgré le faible coût de soins de santé, les personnes déplacées ainsi que les résidents n'arrivent pas à payer les soins médicaux.

Recommandations

- Prendre en charge les soins médicaux de personnes déplacées et autochtones vulnérables
- Appuyer les structures nutritionnelles au sein de centres de santé pour faciliter la réhabilitation des enfants malnutris.

e. Education

Y-a-t-il une réponse en cours

- Oui
- Non

Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.

couvrant les besoins dans ce secteur ?

Impact de la crise sur l'éducation

- Ecoles détruites, occupées ou pillées zone de départ, combien ___0___
- Ecoles détruites, occupées ou pillées zone d'arrivée, combien ___0___

Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ?

- **Oui,**
- Non

Si oui, combien de jours de rupture _4518_

Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise

Donner une indication du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise par catégorie de population pertinente

Catégorie	Populations de la zone	Total enfants non scolarisables	Filles	Garçons
Population autochtone	16974	3055	1589	1467
Déplacés	19205	1463	600	863
Total		4518	2189	2330

Services d'Education dans la zone

Compléter le tableau ci-dessous :

Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants
Complexe Ulokire de Gbir	Enseignement secondaire	147	19
Institut yima a Ayina	Enseignement secondaire	48	13
Institut Ndjuni de Walla	Enseignement secondaire	135	15
EP Jupukelo	Enseignement Primaire	223	10
EP yina	Enseignement Primaire	413	11
EP Wele AMBERE	Enseignement Primaire	351	9

EP Kanga	Enseignement Primaire	293	7
EP Djalvira de Walla	Enseignement Primaire	934	17
EP 2 Utwikende	Enseignement Primaire	424	13
EP UNDE	Enseignement Primaire	285	7
Total ou moyenne		3253	121

Capacité d'absorption

La majorité des salles des classes des écoles visitées a une faible capacité d'accueil car généralement de dimensions réduites. Le surpeuplement d'élèves y est prévisible en cas d'intégration massive des élèves déplacés.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
0	0	0	0	0

Gaps et recommandations

Gaps :

- Besoins importants en kits et fournitures scolaires ;
- Gaps en formation des enseignants déplacés et résidents sur l'accompagnement psycho- social ;
- Nécessité d'assurer l'intégration et rattrapage scolaire des enfants déplacés ;
- Insolvabilité des parents.
- Nécessité d'identification des enfants déscolarisés et hors système dans l'axe évalué ;
- Insuffisance des matériels didactiques, des matériels pédagogiques et kits scolaires dans les écoles de la zone ;

Recommandations

- Faciliter l'intégration des enfants non scolarisés dans le système scolaire ;
- Organiser des cours de récupération pour les enfants déplacés dans la zone évaluée,
- Appuyer la construction des écoles d'urgences dans les familles



d'accueils.

- Doter les matériels didactiques, des matériels pédagogiques et kits scolaires dans les écoles de la zone.

7. Annexes

Annexe 1 : Contacts de l'équipe d'évaluation

1. Dieudonné WANICAN : 0819604513
2. Sœur Rose Mystique : 0810635202
3. Athanase ADUBANG'O : 0819406767
4. Jean-Paul LONDJIRINGA : 0810229873
5. Euclide BALUME : +243 816418080
6. James KABAGAMBE : +243 828248383
7. Adolphe TUMAINI : +243 813769685
8. Yvonne LOMBUSI : +243 826954484